

Communiqué de presse

Etude « 13th Global CEO Survey »

Les CEO constatent une reprise économique

La réputation de l'entreprise et les conseils d'administration gagnent en importance

A l'échelle mondiale, 81% des CEO déclarent être confiants quant à l'évolution de la croissance économique dans les 12 prochains mois. Près de 40% d'entre eux ont l'intention d'augmenter leur effectif du personnel en 2010. Avec 65%, la crainte d'une récession mondiale durable constitue le souci majeur des CEO à travers le monde, suivi de celle d'une réglementation excessive (60%). Ces résultats sont tirés de l'étude « 13th Global CEO Survey » de PricewaterhouseCoopers (PwC) présentée lors du Forum économique mondial à Davos. Dans le cadre de cette enquête, réalisée au cours du dernier trimestre 2009, 1198 CEO issus de 52 pays ont été interrogés.

Zurich/Davos, le 27 janvier 2010 – Parmi les CEO interrogés, 31% se sont déclarés «très confiants» quant aux perspectives de croissance à court terme de leur entreprise. Ceci représente 10% de plus qu'en 2009 lorsque la confiance des CEO dans l'économie avait atteint son plus bas niveau depuis le début de l'étude de PwC. Ce regain de confiance se reflète notamment dans l'augmentation prévue de l'effectif du personnel. Près de 40% des CEO dans le monde procéderont à des recrutements cette année encore, une mesure envisagée par plus de la moitié d'entre eux dans la région Asie-Pacifique et plus de 60% au Brésil. Un quart des sondés prévoient en revanche de poursuivre les suppressions de postes au sein de leur entreprise en 2010.

Risques de marché

La crainte d'une récession mondiale persistante demeure le souci majeur des CEO (65%), également très préoccupés par la surréglementation (60%). L'instabilité du marché des capitaux, la guerre des prix menée dans un environnement extrêmement concurrentiel ainsi que la hausse des coûts énergétiques constituent d'autres facteurs de risque nommés par les dirigeants d'entreprise. La peur du terrorisme ou d'une infrastructure défaillante est considérée comme une menace pour la croissance par moins d'un tiers des sondés.

«S'adapter aux nouvelles conditions et prendre à nouveau des décisions en matière d'investissement représente un grand défi pour les chefs d'entreprise durement touchés par la crise. Nous devons veiller, en phase de reprise économique, à ne pas oublier les enseignements tirés de la récession et chercher à mieux comprendre les risques afin de pouvoir agir plus

rapidement et avec plus de détermination à l'avenir», commente Markus Neuhaus, CEO de PricewaterhouseCoopers Suisse.

Rapport rendu avec les autorités de surveillance

Plus de deux tiers des dirigeants d'entreprise ne constatent aucun assouplissement des obligations réglementaires. Ils réfutent également, à l'unanimité, la thèse selon laquelle les entreprises détenues par l'Etat dans le secteur privé peuvent contribuer à stabiliser certaines branches en période de crise. Seuls les CEO de l'industrie automobile et du secteur bancaire, qui ont tous deux bénéficié d'un soutien considérable des gouvernements pendant la crise financière, font preuve de reconnaissance face aux pouvoirs publics en temps de crise. Les CEO se montrent en revanche confiants quant aux efforts déployés par les gouvernements dans la gestion des risques systémiques pour éviter de nouvelles crises. Ils sont 65% à reconnaître qu'une coopération entre les entreprises et les autorités contribue à réduire les risques systémiques.

Confiance de l'opinion publique et comportement des consommateurs

Parmi les dirigeants du secteur des banques et des marchés des capitaux, 61% estiment que leur branche a subi une forte perte de confiance. Près de la moitié craint que la récession n'entraîne une modification durable du comportement des consommateurs. La plupart (64%) pensent que les consommateurs accorderont à l'avenir une plus grande importance à la réputation sociale des entreprises, qu'ils auront tendance à dépenser moins et à épargner davantage (63%).

Risques d'entreprise

Suite à la récession, la gestion des risques au sein de l'entreprise gagne en importance. 41% des CEO ont l'intention de modifier leur mode de gestion des risques et 43% leurs processus d'entreprise. Les conseils d'administration joueront à l'avenir un rôle plus important dans l'évaluation des risques stratégiques et de la situation financière des entreprises, mais aussi dans le contrôle de la stratégie d'entreprise.

Importance élevée du changement climatique

A ce jour, l'impact de la crise économique sur les efforts en matière d'environnement demeure limité. En effet, le changement climatique compte toujours au nombre des priorités inscrites à l'ordre du jour des CEO. Plus de 60% des dirigeants préparent leur entreprise aux conséquences des mesures prises dans le domaine climatique telles que, par exemple, l'échange de quotas d'émission ou les taxes sur le CO₂. Parmi les sondés, 17% ont même augmenté leurs investissements dans le domaine environnemental l'année dernière.

Contact:

Markus Neuhaus
CEO
PricewaterhouseCoopers Suisse
E-mail: markus.neuhaus@ch.pwc.com

Claudia Sauter
Communications Senior Manager
PricewaterhouseCoopers Suisse
E-mail: claudia.sauter@ch.pwc.com

Cette publication PwC est disponible au format PDF auprès de Claudia Sauter.

PricewaterhouseCoopers (www.pwc.com) offre des services spécifiques d'audit, de conseil juridique et fiscal et de conseil économique aux branches économiques afin d'instaurer la confiance et de générer de la valeur pour ses clients et leurs partenaires. Le savoir-faire et l'expérience du réseau de nos entreprises membres regroupant plus de 163 000 collaborateurs dans 151 pays nous permettent de développer des perspectives nouvelles et de prodiguer des conseils pratiques.

«PricewaterhouseCoopers» et «PwC» font référence au réseau d'entreprises membres de PricewaterhouseCoopers International Limited (PwCIL), chacune d'entre elles représentant une personne morale différente et indépendante et n'agissant pas au titre de représentant de PwCIL ni au nom d'une autre entreprise membre. PwCIL ne fournit aucune prestation au client. PwCIL n'assume aucune responsabilité pour les actions ou inexécutions des entreprises membres et ne peut pas être poursuivie en leur nom. PwCIL n'est pas en mesure d'influencer ou de restreindre le jugement compétent des différentes entreprises. Aucune des entreprises membres ne saurait être rendue responsable ou poursuivie pour les actions ou inexécutions d'un autre membre du réseau et n'est pas davantage en mesure d'influencer ou de restreindre le jugement compétent du membre ou de PwCIL.